

gens nous firent savoir que nous ne devons compter, en Saskatchewan, que sur notre propre main-d'œuvre pour faire la moisson. Et cependant, quand elle était à moitié achevée, la situation était devenue si grave que le Gouvernement décida de nous envoyer un grand nombre d'hommes de l'Est pris, pour une bonne part, parmi les étudiants des universités. Ces hommes voulaient bien exécuter le travail, mais ils étaient inexpérimentés et ne pouvaient y parvenir. En peu de temps, un grand nombre d'entre eux étaient de retour dans les villes, les mains couvertes d'ampoules et le dos endolori, demandant à être renvoyés dans l'Est. Environ la moitié probablement de ceux qui faisaient partie de cette excursion firent œuvre utile, mais un grand nombre n'auraient jamais dû quitter l'Est. On aurait dû les choisir plus minutieusement.

Voici un autre fait qui s'est produit en Saskatchewan. Notre université ouvrit ses portes comme d'habitude. Les étudiants y accoururent de tous les points de la province, et il n'y avait pas deux jours qu'ils étaient arrivés que les universités de l'Est fermaient leurs portes et envoyaient leurs étudiants en Saskatchewan, alors que les nôtres suivaient les cours de leur propre université. Les autorités de l'université ou les autorités provinciales,—je ne saurais dire lesquelles,—s'alarmèrent immédiatement de cette anomalie et renvoyèrent les étudiants dans leur famille. Plusieurs, qui étaient laissés sans ressources à Saskatoon, demandèrent par téléphone à leurs parents de leur faire parvenir l'argent requis pour acquitter leur transport jusque chez eux. Voilà des exemples de manque d'organisation.

A mon avis, si on veut que la situation ne s'aggrave pas cet automne, il y aura lieu d'attribuer un plus fort contingent d'instruments aratoires à l'Ouest. La répartition des machines agricoles requises pour la production des céréales représente 25 p. 100 des ventes de 1940. Plusieurs sociétés m'ont appris qu'elles manquent de marchandises, et je ne crois pas que 25 p. 100 de ces ventes répondent, cette année, aux exigences de l'agriculture de l'Ouest, surtout en ce qui concerne certains types de machines. Il nous faudra, je pense, un plus grand nombre de moissonneuses combinées. Une seule aurait pris la place d'environ vingt des hommes venus de l'Est. La dernière année de la grande guerre, le blé se vendait dans l'Ouest \$2.25 le boisseau, et la combinée valait \$285; aujourd'hui elle coûte \$385. Un semoir qui coûtait alors environ \$250 vaut aujourd'hui quelque \$400. Or je suis d'avis, comme les cultivateurs de l'Ouest, qu'il devrait y avoir une plus grande parité entre les prix

de nos ventes et de nos achats. Il me semble que la politique suivie par le Gouvernement d'immobiliser les prix des produits agricoles aux niveaux en cours du 15 septembre au 10 octobre 1941, s'est révélée peu pratique. En effet nous avons très souvent eu à ajuster ces prix au moyen de subsides. Dans certains cas, ces subsides ont été versés au transformateur des denrées agricoles. Parfois on les a versés directement au cultivateur; mais lorsqu'on les a versés aux transformateurs, on s'est attendu qu'ils payeraient un prix supérieur pour le produit qu'ils transformaient.

Les membres de notre groupe n'approuvent pas le principe des subsides. Nous croyons que le Gouvernement devrait nommer des commissions chargées d'acheter du cultivateur les denrées qu'il a à vendre au prix de revient ou, si ce prix ne peut être facilement établi, à un prix de parité fondé sur la période d'années au cours desquelles l'agriculture a reçu sa juste part du revenu national. Si le Gouvernement y perdait, la commission des denrées absorberait la perte et nous n'aurions pas à instituer tous ces bureaux qu'on a établis pour payer ces subsides, dans bien des cas, dans l'Ouest. Je citerai comme exemple les subsides payés d'après le plan de réduction des emblavures. D'après les rapports déposés à la Chambre, nous avons dans l'Ouest une liste de particuliers qui ont été employés à cette fin. Or cette liste révèle qu'il y avait environ six cents hommes employés dans l'Ouest à ce travail d'inspection.

L'hon. M. GARDINER: Six cents employés.

M. WRIGHT: Dans cette partie de la province que je représente 90 p. 100 de ces hommes ont été placés par faveur politique et ils mêlent délibérément l'exécution de leurs devoirs à la propagande de parti. Les cultivateurs du Canada sont dégoûtés de cette façon de bâcler les affaires. Le ministre du Commerce (M. McKinnon) a annoncé, vendredi dernier, une mesure concernant le grain et je voudrais le féliciter de l'empressement que le Gouvernement a mis cette année à nous faire connaître sa politique du blé. Toutefois, puis-je lui faire remarquer qu'il aurait été préférable de consulter les agriculteurs syndiqués, représentés par la Fédération canadienne de l'agriculture, avant de présenter son programme agricole.

Ce programme contient des points que je n'approuve pas. Je crois que l'abolition des primes sur l'emmagasinage du grain sur la ferme ne peut se défendre en ce moment. Le ministre a exposé une des raisons de l'abolition de cette mesure. Il existe à mon avis deux autres raisons dans l'Ouest. Les statistiques démontrent qu'une grande partie des élevateurs à grain de cette région du Canada